ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre des Finances, le 6 août 1992, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée", a donné le 24 août 1992 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 6 augustus 1992 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde", heeft op 24 augustus 1992 het volgend advies gegeven :

I. OBSERVATIONS LIMINAIRES.

1. Du point de vue de la légistique, la loi en projet n'est pas irréprochable. Ainsi, contrairement à l'usage, certains articles sont divisés en paragraphes alors que chacun de ceux-ci ne contient qu'un seul alinéa; pour des articles en projet et même pour des paragraphes, une numérotation par bis, ter, etc. a souvent été préférée à une numérotation suivie.

Les délégués du Ministre, avertis de ces réserves, ont défendu la méthode qu'ils ont appliquée par le souci que la présentation du Code actuellement en vigueur, et notamment la numérotation des articles et des paragraphes, soit modifiée aussi peu que possible pour le double motif que cette présentation est familière à l'administration comme aux assujettis et que la modification entraînerait celle des nombreuses références que les arrêtés d'exécution et les circulaires font aux dispositions du Code. Au surplus, de nouvelles modifications du Code seraient déjà en préparation, de sorte que son amélioration formelle ne serait que très provisoire.

Moins convaincu par ces raisons que par l'urgence évidente de la loi en projet, le Conseil d'Etat s'abstiendra, dans la suite du présent avis, de toute observation sur la numérotation des articles et des paragraphes ainsi que sur l'abus de ces derniers. Il croit cependant devoir insister pour qu'il soit tenu compte à l'avenir de préceptes qui ne sont dictés que par l'expérience qu'a le Bureau de

coordination des inconvénients qu'entraîne leur inobservation.

2. A la demande de l'auditeur-rapporteur, les délégués du Ministre ont bien voulu établir un double tableau de concordance entre les dispositions des directives C.E.E qu'il s'agit de transposer et celles de la loi en projet. Afin de faciliter la tâche des assemblées législatives, le Conseil d'Etat a cru utile de reproduire ces tableaux en annexe au présent avis.

II. OBSERVATIONS GENERALES.

1. L'article 51 du projet (article 45, § 1er bis, en projet, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée) tend, selon l'exposé des motifs, à traduire dans la loi une "jurisprudence constante". Cette jurisprudence est celle que s'est fixée l'administration; à la connaissance des fonctionnaires délégués, elle n'a pas été contestée devant les tribunaux. La circulaire n° 73 du 11 juillet 1972 de l'administration l'a synthétisée en ces termes :

> "Le régime de limitation à 50 p.c. du droit à la déduction de la taxe n'est pas applicable aux véhicules destinés à être vendus ou donnés en location par une entreprise dont l'activité professionnelle consiste dans la vente ou la location de voitures automobiles.
>
> Cette exception ne concerne que les entreprises qui ont pour activité professionnelle spécifique la vente de voitures (importateurs, concessionnaires, garagistes ou distributeurs de voitures, marchands de

voitures d'occasion) ou la location de voitures (en ce compris le "leasing"). Elle ne peut être invoquée par les entreprises qui, sans poursuivre une telle activité, procèdent de temps à autre à des ventes de voitures (par exemple, la vente de voitures usagées provenant de leur exploitation) ou à des locations de voitures (par exemple, la mise à disposition des membres du personnel de voitures automobiles pour leurs déplacements privés)".

Le nouveau texte, qui sera applicable à partir du 1er janvier 1993, en vertu de l'article 96 du projet de loi, précise ainsi la portée d'une règle restrictive qui était elle-même conforme à l'article 11 de la deuxième directive du Conseil du 11 avril 1967 en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires - Structure et modalités d'application du système commun de taxe sur la valeur ajoutée (67/228/CEE); la règle ainsi précisée n'étant pas réellement nouvelle, est juridiquement admissible au regard de l'article 17, § 6, de la sixième directive du Conseil du 17 mai 1977 en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires - Système commun de taxe sur la valeur ajoutée : assiette uniforme (77/388/CEE), modifiée en dernier lieu par la directive du Conseil du 16 décembre 1991 (91/680/CEE).

Néanmoins, le commentaire que l'exposé des motifs fait de cette disposition du projet, devrait expliciter la portée de la substitution du concept d'activité "économique" à celui d'activité "professionnelle".

2. A de nombreuses reprises, le projet de loi laisse au pouvoir exécutif le soin d'arrêter des règles complémentaires. Ce procédé n'est admissible que dans la mesure où il ne trouve pas à s'appliquer dans le domaine fiscal que les articles 110, alinéa 1er, et 112, alinéa 2, de la Constitution, réservent au législateur, à qui il appartient de définir le fait générateur de l'impôt, son assiette et son tarif, ainsi que le Conseil d'Etat l'avait déjà observé dans son avis du 11 avril 1968 sur le projet devenu la loi du 3 juillet 1969 créant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée (1), auquel il est renvoyé, l'avis précité précisant la portée exacte du principe de la légalité de l'impôt et la procédure permettant de préserver celle-ci.

Si certaines des attributions de pouvoirs prévues par le projet ne suscitent pas d'objection à cet égard (voyez, par exemple, les articles 15 du projet de loi (Code, article 15, § 6, en projet), 17 (Code, article 17, § 3, en projet) et 21 (Code, article 21, § 4, en projet)), d'autres, au contraire, parce qu'elles établissent des délégations difficilement admissibles au regard des dispositions constitutionnelles précitées, devraient être revues (voyez, en tout cas, les articles 5 du projet de loi (Code, article 4, § 2, en projet), 13 (Code, article 12, § 1er, en projet), 21 (Code, article 21, § 3, en projet), 43 (Code, article 39bis, en projet), 45 (Code, article 40, § 3, en projet), 48 (Code, article 42, § 1er et § 2, en projet), 70 (Code, article 56, § 2, alinéa 4, en projet), 71 (Code,

---

(1) Doc. parl., Chambre, n° 88/1, 15 octobre 1968, pp. 77 à 105; Pasin., pp. 837-842.

article 57, § 7, en projet), et 72 (Code, article 58, § 3, en projet)).

3. En différents endroits, le projet de loi prévoit l'attribution d'un pouvoir réglementaire au Ministre de Finances ou à son délégué.

Si le pouvoir réglementaire appartient au Roi en vertu des articles 67 et 78 de la Constitution, il est généralement admis qu'après avoir arrêté les règles de principe nécessaires à l'exécution de la loi - dans les limites rappelées ci-dessus -, le Roi peut confier à un ministre le soin d'adopter des mesures accessoires, telles que le libellé d'un formulaire ou les délais de payement d'une imposition due.

Il arrive aussi que la loi attribue directement à un ministre un certain pouvoir réglementaire. Dans la logique du système, ce ne peut être que pour régler des questions également accessoires (1). Mais de telles attributions ne devraient, en tous les cas, pas être confiées à des fonctionnaires, ainsi que le Conseil d'Etat l'a déjà relevé (2); il convient, dès lors, de revoir les articles 9 du projet de loi (Code, article 8bis, § 2, en projet), 48

---

(1) Voyez CEREXHE G., Les ministres disposent-ils d'un pouvoir réglementaire ?, A.P.T., 1984, pp. 177-192, ainsi que la jurisprudence et la doctrine citées.

(2) Voyez, par exemple, l'avis du 23 juin 1975 sur un projet devenu la loi du 22 juin 1976 concernant les douanes et accises (Doc. parl., Chambre, 709 (1975-1976) n° 1, 21 novembre 1975, pp. 8-16) et l'avis du 25 octobre 1989 sur un projet devenu la loi-programme du 22 décembre 1989 (Doc. parl., Chambre, 975, (1989-1990), n° 2, p. 214).

(Code, article 42, § 3, en projet), 69 (Code, article 55, § 3, en projet) et 74 (Code, article 60, § 3, en projet).

III. EXAMEN DES ARTICLES.

Article 4.

L'article 3bis en projet évoque les acquisitions intracommunautaires de biens, qui ne seront définies que dans l'article 25bis, également en projet (article 26).

Dans un but de lisibilité, il serait souhaitable de rédiger l'article 3bis de la façon suivante :

"Article 3bis. Sont également soumises à la taxe, lorsqu'elles ont lieu dans le pays, les acquisitions intracommunautaires de biens définies à l'article 25bis, lorsqu'elles sont effectuées à titre onéreux dans les conditions prévues à l'article 25ter".

Article 5.

A la fin du paragraphe 2 de l'article 4 en projet, il faut écrire dans le texte français "du présent Code" au lieu de "de ce Code".

La même observation vaut pour l'article 9, l'article 12, § 1er, alinéa 2, l'article 19, § 2, alinéa 2, et l'article 63, alinéa 3, en projet (respectivement les articles 10, 13, 19 et 78 du projet).

Article 7.

Interrogés sur la raison de l'insertion surprenante des mots "de l'Etat belge" dans l'article 6 en projet, les délégués du Ministre ont répondu qu'ils étaient destinés à empêcher une confusion avec les communautés et régions d'autres Etats membres.

Une confusion d'une telle ampleur semblant impossible, il est proposé de supprimer les mots "de l'Etat belge".

La même observation vaut pour l'article 93bis, alinéa 2, en projet (article 92 du projet) et pour l'article 93quaterdecies, § 1er, alinéas 1er et 2, en projet (article 95 du projet).

Article 13.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pourquoi ont été supprimés, aux 1° et 2° de l'article 12, § 1er, en projet, les mots "de son entreprise", qui figurent à l'article 12, § 1er, 3°, du Code actuellement en vigueur et à l'article 5.6 de la sixième directive, alors qu'ils ont été maintenus dans d'autres dispositions du projet (par exemple, à l'article 12bis en projet).

Article 14.

Au 6° de l'article 12bis, alinéa 2, en projet, il y a discordance entre le texte néerlandais et le texte français : "het vervoer van het goed" et "du transport des biens". Il semble que ce soit le texte néerlandais qui exprime l'intention des auteurs.

Il faudrait donc écrire, en français, "du bien", comme à la fin du 6°.

Article 15.

Au paragraphe 3 de l'article 15 en projet, il convient d'écrire : "Par dérogation au paragraphe 2, alinéa 2, 1° ...".

Au paragraphe 4 du même article en projet, il convient d'écrire : "Par dérogation au paragraphe 2, alinéa 2, 1°, et au paragraphe 3, le lieu ...".

Article 18.

Dans le texte français du paragraphe 1er de l'article 18 en projet, il y a lieu, au 5° et au 6°, de remplacer le point-virgule par les mots ", de même que".

Article 21.

Au 4°, b, de l'article 21, § 3, en projet, il convient d'écrire "l'article 18, § 1er, alinéa 2, 11°".

Au 7°, d, puisqu'on demeure dans le paragraphe 3, il convient d'écrire plus simplement "des services visés au 1°".

Article 24.

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"L’article 24 du même Code, modifié par les lois des 4 juillet 1986, 22 décembre 1989 et 28 juillet 1992, est remplacé par la disposition suivante :".

Dans le texte néerlandais de l’article 24, § 1er, en projet, le mot "eisbaar" devrait être remplacé par le mot "opeisbaar". Cette observation vaut également pour toutes les autres dispositions où le mot "eisbaar" est utilisé.

Article 26.

Dans l’alinéa 5 de l’article 25ter, § 1er, en projet, il convient d’écrire "conformément au paragraphe 1er, alinéa 2, 1°, du même article" au lieu de "conformément à l’alinéa 2, 1°, de cet article".

Article 42.

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"L’article 39 du même Code, modifié par les lois des 27 décembre 1977 et 28 juillet 1992, est remplacé par la disposition suivante :".

Article 44.

Il n’est pas d’usage d’interrompre une énumération ou une subdivision par une phrase incidente. Dès lors, dans le paragraphe 2, 1° et 2°, de l’article 39ter, § 2, en projet, le point devrait être remplacé par un point-virgule suivi d’une minuscule. Dans la deuxième phrase du 2°, il

conviendrait par conséquent de remplacer les mots "à l'alinéa précédent" par les mots "à la phrase précédente".

Article 45.

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"L'article 40 du même Code, modifié par les lois des 27 décembre 1977, 4 juillet 1986 et 28 juillet 1992, est remplacé par la disposition suivante :".

Article 50.

Dans la phrase liminaire, la référence à la loi du 2 juillet 1981 doit être omise; celle-ci est devenue sans objet par l'effet de la loi du 20 juillet 1990.

Article 52.

Au début du texte en projet, il faut écrire "§ 1er", dans le texte français.

Article 54.

Dans le texte français de l'alinéa 3 de l'article 50, § 1er, en projet, il faut remplacer (trois fois) les mots "dont question" par le mot "visée".

Le texte néerlandais du même alinéa devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 55.

Dans le texte français de l'article 51, § 1er, 3°, en projet, il serait plus correct d'écrire "encore qu'elle n'ait fourni aucun bien ni aucun service".

Article 56.

Dans l'article 51bis, § 1er, 1°, 2°, 3° et 4°, en projet, mieux vaudrait écrire "solidairement tenu avec elle" plutôt qu'"avec celle-ci".

Le texte néerlandais du même article devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 60.

L'exposé des motifs indique clairement que le participe passé "effectuées", figurant au 1° de l'article 53ter en projet, se rapporte aux opérations imposables et non aux acquisitions intracommunautaires.

Il faudrait, par conséquent, écrire "et effectuées par des assujettis ou des personnes ...".

Article 64.

Dans le texte français de l'article 53septies en projet, il convient d'écrire, comme dans le texte néerlandais, "... des acquisitions intracommunautaires de biens visées aux articles 25ter, § 1er, et 25quater".

Article 65.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er de l'article 53octies, § 1er, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

A l'alinéa 6 de l'article 53octies, § 1er, en projet, il faut écrire, dans le texte français, "en matière d'impôts sur le chiffre d'affaires" (1).

Article 66.

A l'article 53nonies, § 1er, alinéa 1er, en projet, il serait à la fois plus simple et plus clair d'écrire "visées à l'article 53ter, 1°" car, tel qu'il est écrit, l'alinéa 1er est particulièrement obscur.

---

(1) Voir à cet égard, la Convention d'assistance mutuelle en matière de perception des impôts sur le chiffre d'affaires, de la taxe de transmission et des impôts analogues du 25 mai 1964 (Moniteur belge du 9 novembre 1966).

Article 67.

A l'alinéa 1er de l'article 54 en projet, mieux vaudrait mieux écrire : "... le Roi règle les modalités selon lesquelles la base d'imposition et le montant de la taxe sont arrondis".

A la fin du même alinéa, il faut supprimer le premier "et" dans le texte français.

Dans l'alinéa 2 du texte français, mieux vaudrait écrire "la constitution de cautions", plutôt que "la prestation de cautions" qui n'a aucun sens.

Article 69.

On ne voit pas pourquoi l'article 55 en projet est divisé en paragraphes, alors que, par exemple, l'alinéa 2 du paragraphe 3 n'est pas dans une relation plus évidente avec l'alinéa 1er qu'avec le paragraphe 2.

Il est donc proposé de supprimer la division en paragraphes, qui n'existe d'ailleurs pas dans l'article 55 actuellement en vigueur.

Article 71.

Bien que cette étrange terminologie soit empruntée à la directive, il serait préférable de remplacer, dans le texte français des paragraphes 2, 4 et 5, de l'article 57 en projet, l'expression "agriculteurs forfaitaires" par

"agriculteurs forfaitairement taxés", qui est plus correctement utilisée dans le texte néerlandais.

Article 74.

Le pouvoir de dérogation accordé par le paragraphe 3, première phrase, de l'article 60 en projet, au Ministre des Finances ou à son délégué, appelle, complémentairement à la remarque formulée dans l'observation générale n○ 3, une critique plus fondamentale : alors que le texte actuel de l'article 60 accorde au Ministre un pouvoir de dérogation qui ne porte que sur des cas individuels, puisqu'il s'agit d'une dérogation "accordée", le pouvoir de dérogation conféré par la première phrase du paragraphe 3 au Ministre des Finances ou à son délégué, en termes généraux et sans indication de la finalité à poursuivre, leur permet d'anéantir les effets des paragraphes 1er et 2 qui sont pourtant l'oeuvre du législateur.

Cette disposition doit être revue.

Article 75.

A l'article 61, § 1er, en projet, dans un souci d'harmonisation de la terminologie, mieux vaudrait éviter l'expression "l'administration qui a la taxe sur la valeur ajoutée dans ses attributions" et la remplacer par l'expression usuelle "l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines".

La même observation vaut pour les articles 62 et 62bis en projet (articles 76 et 77 du projet).

Article 85.

Dans le texte français, au 1° de l'article 73ter en projet, il convient d'écrire : "... les mots "d'un ou de plusieurs contribuables" sont remplacés par les mots "d'une ou de plusieurs personnes redevables de la taxe ...."".

Article 87.

Dans le paragraphe 2, alinéa 1er, b, du texte français de l'article 77 en projet, il serait plus correct d'écrire "... d'une invalidité permanente procédant directement des membres inférieurs et atteignant un taux de 50 p.c. au moins".

Article 91.

Il serait plus logique d'intervertir le 2° et le 3° dans le paragraphe 1er, alinéa 1er, de l'article 91 en projet.

Article 92.

Par souci d'uniformité de la terminologie, il serait préférable d'écrire dans l'article 93bis, alinéa 2,

en projet "Les fonctionnaires de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines".

La même observation vaut pour l'article 93terdecies en projet (article 94 du projet).

Le texte néerlandais de l'article 93bis, alinéa 2, en projet serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 95.

Dans l'article 93quaterdecies, § 1er, alinéa 2, en projet, il serait plus classique d'écrire : "Pour l'application du présent Code, il faut entendre par organismes publics, les institutions ...".

Plus généralement, le texte néerlandais de l'article 93quaterdecies, § 1er, alinéas 1er et 2, en projet, serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

OBSERVATION FINALE.

Le texte néerlandais de certaines dispositions est susceptible d'amélioration. A titre d'exemples certaines propositions de texte ont été faites dans le présent avis.

I. VOORAFGAANDE OPMERKINGEN.

1. Uit wetgevingstechnisch oogpunt bekeken is de ontworpen wet niet onberispelijk. In tegenstelling tot wat gebruikelijk is zijn sommige artikelen ingedeeld in paragrafen terwijl elk ervan slechts een lid bevat : voor ontworpen artikelen en zelfs voor paragrafen kreeg een nummering met bis, ter, enz. vaak de voorkeur boven een doorlopende nummering.

De gemachtigden van de minister, die van die bezwaren op de hoogte zijn gesteld, hebben ter verdediging van de door hen toegepaste methode gesteld dat zij ernaar streven de thans vigerende inrichting van het Wetboek, met name de nummering van de artikelen en de paragrafen, zo weinig mogelijk te wijzigen om de dubbele reden dat zowel het bestuur als de belastingplichtigen vertrouwd zijn met die inrichting en dat de wijziging ten gevolge zou hebben dat tal van verwijzingen in de uitvoeringsbesluiten en de circulaires naar de bepalingen van het wetboek zouden moeten worden gewijzigd. Voorts zouden er reeds nieuwe wijzigingen van het wetboek in de maak zijn, zodat een verbetering wat de vorm betreft slechts van zeer voorlopige aard zou zijn.

De Raad van State die minder overtuigd is van die redenen dan van de kennelijk spoedeisende aard van de ontworpen wet, zal in het vervolg van dit advies, opmerkingen over de nummering van de artikelen en de paragrafen, alsmede over het misbruik van paragrafen achterwege laten. De Raad meent er evenwel op te moeten aandringen dat in de toekomst rekening wordt gehouden met voorschriften die

uitsluitend zijn ingegeven door de ervaring van het coördinatiebureau met de nadelen die de veronachtzaming ervan teweegbrengt.

2. Op verzoek van de auditeur-verslaggever hebben de gemachtigden van de minister bereidwillig een tweevoudige concordantietabel opgesteld aangaande de bepalingen van de E.E.G. -richtlijnen die moeten worden omgezet en die van de ontworpen wet. Om de taak van de wetgevende vergoedingen te vergemakkelijken heeft de Raad van State het nuttig geacht die tabellen als bijlage bij dit advies te voegen.

II. ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Volgens de memorie van toelichting wordt met artikel 51 van het ontwerp (ontworpen artikel 45, § 1bis, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde beoogd een "vaststaande rechtspraak" in de wet op te nemen. Dit is de rechtspraak die door het bestuur tot stand is gebracht; voor zover de gemachtigde ambtenaren bekend, is deze rechtspraak niet betwist voor de rechtbanken. In circulaire nr. 73 van 11 juli 1972 heeft het bestuur haar als volgt samengevat :

> "De regeling van de beperking, tot 50 pct., van het recht op aftrek van de belasting is niet van toepassing op voertuigen bestemd om te worden verkocht of te worden verhuurd door een onderneming van wie (lees : waarvan) de beroepswerkzaamheid bestaat in de verkoop of de verhuur van automobielen.

Deze uitzondering beoogt enkel die ondernemingen van wie (lees : waarvan) de specifieke beroepswerkzaamheid bestaat in de verkoop van automobielen (invoerders, concessionarissen, garagehouders, verdelers van automobielen, handelaars in tweedehandse wagens) of de verhuur van automobielen (leasing daaronder begrepen). Ze kan niet worden ingeroepen door ondernemingen die, zonder er hun beroep van te maken, af en toe automobielen verkopen (bijvoorbeeld automobielen die ze in hun bedrijf gebruikt hebben) of af en toe automobielen verhuren (bijvoorbeeld automobielen die ze ter beschikking van hun personeel stellen voor privé-reizen)".

De nieuwe tekst, die krachtens artikel 96 van het wetsontwerp met ingang van 1 januari 1993 van toepassing wordt, lijnt aldus de draagwijdte af van een beperkende regel die zelf in overeenstemming was met artikel 11 van de tweede richtlijn van de Raad van 11 april 1967 betreffende de harmonisatie van de wetgevingen der Lid-Staten inzake omzetbelasting - Structuur en wijze van toepassing van het gemeenschappelijk stelsel van belasting over de toegevoegde waarde (67/228/EEG); de aldus gepreciseerde regel die niet echt nieuw is, is daarom uit juridisch oogpunt aanvaardbaar gelet op artikel 17, § 6, van de zesde richtlijn van de Raad van 17 mei 1977 betreffende de harmonisatie van de wetgevingen der Lid-Staten inzake omzetbelasting - Gemeenschappelijk stelsel van belasting over de toegevoegde waarde - uniforme grondslag (77/388/EEG), laatstelijk gewijzigd bij de richtlijn van de Raad van 16 december 1991 (91/680/EEG).

In de commentaar die in de memorie van toelichting bij die bepaling van het ontwerp wordt gegeven, zou evenwel nader moeten worden ingegaan op de draagwijdte van de

vervanging van het begrip "beroepswerkzaamheid" door "economische activiteit".

2. Het wetsontwerp draagt de uitvoerende macht herhaaldelijk op bijkomende regels vast te stellen. Dit procédé is slechts aanvaardbaar in zoverre hiervan geen toepassing wordt gemaakt in belastingaangelegenheden, die krachtens de artikelen 110, eerste lid, en 112, tweede lid, van de Grondwet zijn gereserveerd voor de wetgever die het belastbare feit, de grondslag en het tarief van de belasting moet bepalen, zoals was opgemerkt in het advies van de Raad van State van 11 april 1968 over het ontwerp dat de wet van 3 juli 1969 is geworden tot invoering van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde (1), waarnaar wordt verwezen. In dit advies wordt de juiste draagwijdte afgebakend van het beginsel van de wettigheid van de belasting en wordt gepreciseerd met welke procedure de wettigheid behouden kan blijven.

Tegen bepaalde vormen van het verlenen van bevoegdheid waarin het ontwerp voorziet is in dat opzicht weliswaar geen bezwaar te maken (zie bijvoorbeeld de artikelen 15, van het wetsontwerp (Wetboek, ontworpen artikel 15, § 6), 17 (Wetboek, ontworpen artikel 17, § 3) en 21 (Wetboek, ontworpen artikel 21, § 4)), doch andere zouden moeten worden herzien omdat ze delegaties tot stand brengen die gelet op de eerder aangehaalde grondwetsbepalingen moeilijk aanvaard-

(1) Gedr. St., Kamer, nr. 88/1, 15 oktober 1968, blz. 77 tot 105.

baar zijn (zie in ieder geval de artikelen 5 van het wetsontwerp (Wetboek, ontworpen artikel 4, § 2), 13 (Wetboek, ontworpen artikel 12, § 1), 21 (Wetboek, ontworpen artikel 21, § 3), 43 (Wetboek, ontworpen artikel 39bis), 45 (Wetboek, ontworpen artikel 40, § 3), 48 (Wetboek, ontworpen artikel 42, § 1 en § 2), 70 (Wetboek, ontworpen artikel 56, § 2, vierde lid), 71 (Wetboek, ontworpen artikel 57, § 7), en 72 (Wetboek, ontworpen artikel 58, § 3)).

3. Op diverse plaatsen voorziet het wetsontwerp in de toekenning van een verordeningsbevoegdheid aan de Minister van Financiën of aan zijn gemachtigde.

Krachtens de artikelen 67 en 78 van de Grondwet komt de verordeningsbevoegdheid aan de Koning toe, doch algemeen wordt aangenomen dat de Koning, na de principeregels te hebben uitgevaardigd die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de wet - binnen de hiervoren in herinnering gebrachte perken - aan een minister kan opdragen bijkomende maatregelen te nemen, zoals de formulering van een formulier of de termijnen voor de betaling van een verschuldigde belasting.

Het komt tevens voor dat een wet aan een minister direct een bepaalde verordeningsbevoegdheid opdraagt. Logischerwijs kan dit enkel om eveneens bijkomstige kwesties te regelen (1). Zoals de Raad van State al eerder heeft

---

(1) Zie CEREXHE G., Les ministres disposent-ils d'un pouvoir réglementaire ?, A.P.T. 1984, blz. 177-192, alsmede de daarin aangehaalde rechtspraak en rechtsleer.

opgemerkt zouden dergelijke bevoegdheden in geen geval moeten worden opgedragen aan ambtenaren (1); de artikelen 9 van het wetsontwerp (Wetboek, ontworpen artikel 8bis, § 2), 48 (Wetboek, ontworpen artikel 42, § 3), 69 (Wetboek, ontworpen artikel 55, § 3) en 74 (Wetboek, ontworpen artikel 60, § 3) behoren derhalve te worden herzien.

III. ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 4.

In het ontworpen artikel 3bis is er sprake van intracommunautaire verwervingen van goederen, die eerst in het eveneens ontworpen artikel 25bis (artikel 26) worden omschreven.

Ter wille van de leesbaarheid zou het beter zijn dat artikel 3bis als volgt wordt geredigeerd :

"Artikel 3bis. De intracommunautaire verwervingen van goederen, omschreven in artikel 25bis, worden wanneer zij hier te lande geschieden eveneens aan de belasting onderworpen wanneer ze onder bezwarende titel plaatsvinden onder de in artikel 25ter gestelde voorwaarden".

---

(1) Zie bijvoorbeeld het advies van 23 juni 1975 over een ontwerp dat de wet van 22 juni 1976 is geworden inzake douane en accijnzen (Gedr. St., Kamer, 709 (1975-1976) nr. 1, 21 november 1975, blz. 8-16) en het advies van 25 oktober 1989 over een ontwerp dat de programmawet van 22 december 1989 is geworden (Gedr. St., Kamer, 975, (1989-1990), nr. 2, blz. 214).

Artikel 5.

Aan het slot van paragraaf 2 van het ontworpen artikel 4 behoort er in de Franse tekst "du présent Code" te worden geschreven in plaats van "de ce Code".

Dezelfde opmerking geldt voor de ontworpen artikelen 9, 12, § 1, tweede lid, 19, § 2, tweede lid, en 63, derde lid (zijnde respectievelijk de artikelen 10, 13, 19 en 78 van het ontwerp).

Artikel 7.

Op de vraag wat de reden is van de verrassende invoeging van de woorden "van de Belgische Staat" in het ontworpen artikel 6, hebben de gemachtigden van de minister geantwoord dat daarmede wordt beoogd verwarring met de gemeenschappen en de gewesten van andere Lid-Staten te voorkomen.

Aangezien een verwarring van die omvang onmogelijk lijkt, wordt voorgesteld de woorden "van de Belgische Staat" te laten vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 93bis, tweede lid (artikel 92 van het ontwerp) en voor het ontworpen artikel 93quaterdecies, § 1, eerste en tweede lid (artikel 95 van het ontwerp).

Artikel 13.

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom de woorden "aan (van) zijn bedrijf", die voorkomen in artikel 12, § 1, 3° van het thans vigerende Wetboek en in artikel 5.6 van de zesde richtlijn, in de punten 1° en 2° van het ontworpen artikel 12, § 1 zijn weggelaten, terwijl ze zijn behouden in andere bepalingen van het ontwerp (bijvoorbeeld in het ontworpen artikel 12bis).

Artikel 14.

In 6° van het ontworpen artikel 12bis, tweede lid, is er een discrepantie tussen de Nederlandse tekst en de Franse tekst : "het vervoer van het goed" stemt niet overeen met "du transport des biens". Het ziet ernaar uit dat de Nederlandse tekst de bedoeling van de stellers van het ontwerp vertolkt.

In het Frans schrijve men bijgevolg "du bien", zoals ook aan het slot van 6°.

Artikel 15.

In paragraaf 3 van het ontworpen artikel 15 behoort er te worden geschreven : "In afwijking van paragraaf 2, tweede lid, 1° ...".

In paragraaf 4 van hetzelfde ontworpen artikel behoort er te worden geschreven : "In afwijking van paragraaf 2, tweede lid, 1°, en van paragraaf 3, wordt ...".

Artikel 18.

In de Franse tekst van paragraaf 1 van het ontworpen artikel 18 behoort de kommapunt in 5° en 6° te worden vervangen door ", de même que".

Artikel 21.

In de bepaling onder 4°, b, van het ontworpen artikel 21, § 3, schrijve men "artikel 18, § 1, tweede lid, 11°".

Aangezien men in paragraaf 3 blijft, dient in de bepaling onder 7°, d, eenvoudigweg te worden geschreven "van de in 1° bedoelde diensten;".

Artikel 24.

De inleidende volzin moet als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 24 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1986, 22 december 1989 en 28 juli 1992, wordt vervangen door de volgende bepaling :".

Het woord "eisbaar" dat in het ontworpen artikel 24, § 1, gebruikt wordt, zou vervangen moeten worden door het woord "opeisbaar". Deze opmerking geldt voor alle bepalingen waar het woord "eisbaar" gebruikt wordt.

Artikel 26.

In het vijfde lid van het ontworpen artikel 25ter, § 1, schrijve men "overeenkomstig paragraaf 1, tweede lid, 1°, van hetzelfde artikel" in plaats van "overeenkomstig het tweede lid, 1°, van dat artikel".

Artikel 42.

De inleidende volzin moet als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 39 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 27 december 1977 en 28 juli 1992, wordt vervangen door de volgende bepaling :".

Artikel 44.

Het is niet gebruikelijk een nummering of een indeling te onderbreken door een tussenzin. Derhalve zou in paragraaf 2, 1° en 2°, van het ontworpen artikel 39ter, § 2, de punt moeten worden vervangen door een kommapunt, gevolgd

door een kleine letter. In de tweede volzin van 2° behoren de woorden "in het vorige lid" bijgevolg te worden vervangen door de woorden "in de vorige zin".

Artikel 45.

De inleidende volzin moet als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 40 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 27 december 1977, 4 juli 1986 en 28 juli 1992, wordt vervangen door de volgende bepaling :".

Artikel 50.

In de inleidende volzin moet de verwijzing naar de wet van 2 juli 1981 vervallen; deze is immers onwerkzaam geworden uit kracht van de wet van 20 juli 1990.

Artikel 52.

Vooraan in de ontworpen tekst schrijve men "§ 1er" in de Franse tekst.

Artikel 54.

In de Franse tekst van het derde lid van het ontworpen artikel 50, § 1, vervange men (driemaal) de woorden "dont question" door het woord "visée".

In de Nederlandse tekst van hetzelfde lid schrijve men "pas" in plaats van "slechts".

Artikel 55.

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 51, § 1, 3°, zou het juister zijn te schrijven "encore qu'elle n'ait fourni aucun bien ni aucun service".

Artikel 56.

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 51bis, § 1, 1°, 2°, 3° en 4°, schrijve men "solidairement tenu avec elle" in plaats van "avec celle-ci".

In de Nederlandse tekst van hetzelfde artikel schrijve men "met deze" in plaats van "met deze laatste".

Artikel 60.

In de memorie van toelichting staat duidelijk te lezen dat het voltooid deelwoord "verricht", dat voorkomt in

1° van het ontworpen artikel 53ter, betrekking heeft op de belastbare handelingen en niet op de intracommunautaire verwervingen.

Bijgevolg dient men te schrijven :

"1° aangifte doen van de belastbare handelingen die in de loop van een kalenderkwartaal verricht zijn door belastingplichtigen of ... niet-belastingplichtige, met uitsluiting van de intracommunautaire verwervingen van nieuwe vervoermiddelen in de zin van artikel 8bis, § 2;".

Artikel 64.

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 53septies schrijve men, zoals in de Nederlandse tekst "... des acquisitions intracommunautaires de biens visées aux articles 25ter, § 1er, et 25quater".

Artikel 65.

In het eerste lid van het ontworpen artikel 53octies, § 1, schrijve men "de nadere regels aangaande de toepassing" in plaats van "de toepassingsmodaliteiten".

In het zesde lid van het ontworpen artikel 53octies, § 1, schrijve men in de Franse tekst "en matière d'impôts sur le chiffre d'affaires" (1).

Artikel 66.

In het ontworpen artikel 53nonies, § 1, eerste lid, zou het zowel eenvoudiger als duidelijker zijn te schrijven "ter zake van de in artikel 53ter, 1°, bedoelde", want in zijn huidige redactie is het eerste lid bijzonder onduidelijk.

Artikel 67.

In het eerste lid van het ontworpen artikel 54 schrijve men : "... bepaalt de Koning op welke wijze de heffingsgrondslag en het bedrag van de belasting worden afgerond".

Aan het slot van hetzelfde lid schrappe men in de Franse tekst de eerste "et".

In het tweede lid van de Franse tekst schrijve men "la constitution de cautions" in plaats van "la prestation de cautions", dat geen enkele betekenis heeft.

---

(1) Zie in dat verband het Verdrag tot wederzijdse bijstand inzake de heffing van de omzetbelasting, de overdrachttaxe en soortgelijke belastingen van 25 mei 1964 (Belgisch Staatsblad van 9 november 1966).

Artikel 69.

Het valt niet te begrijpen waarom het ontworpen artikel 55 in paragrafen wordt ingedeeld, terwijl bijvoorbeeld het tweede lid van paragraaf 3 niet duidelijker verband houdt met het eerste lid dan met paragraaf 2.

Voorgesteld wordt dus de indeling in paragrafen, die in het thans van kracht zijnde artikel 55 trouwens niet bestaat, te laten vervallen.

Artikel 71.

Hoewel in de Franse tekst de vreemde terminologie aan de richtlijn is ontleend, zou het verkieslijk zijn om in het ontworpen artikel 57, §§ 2, 4 en 5, de uitdrukking "agriculteurs forfaitaires" te vervangen door "agriculteurs forfaitairement taxés", dat de tegenhanger is van een correctere uitdrukking die in de Nederlandse tekst wordt gebezigd.

Artikel 74.

Bij de bevoegdheid tot afwijking die door het ontworpen artikel 60, § 3, eerste zin, aan de Minister van Financiën of zijn gemachtigde wordt verleend, moet behoudens de aantekening die in de algemene opmerking nr. 3 is gemaakt, een fundamentelere aanmerking worden gemaakt : terwijl de huidige tekst van artikel 60 de Minister een

bevoegdheid tot afwijking verleent die alleen op individuele gevallen ziet, aangezien het om een "toegestane" afwijking gaat, maakt de bevoegdheid tot afwijking die door de eerste zin van paragraaf 3 in algemene bewoordingen en zonder enige aanduiding omtrent het na te streven oogmerk wordt verleend aan de Minister van Financiën of zijn gemachtigde, het hen mogelijk de gevolgen van de paragrafen 1 en 2 ongedaan te maken, ook al zijn die paragrafen het werk van de wetgever.

De bepaling behoort te worden herzien.

Artikel 75.

In het ontworpen artikel 61, § 1, zou het ter wille van de harmonisatie van de terminologie beter zijn de uitdrukking "de administratie die de belasting over de toegevoegde waarde onder haar bevoegdheid heeft" te mijden en haar te vervangen door de gangbare uitdrukking "de Administratie van de B.T.W., Registratie en Domeinen".

Dezelfde opmerking geldt voor de ontworpen artikelen 62 en 62bis (de artikelen 76 en 77 van het ontwerp).

Artikel 85.

In de Franse tekst behoort in 1° van het ontworpen artikel 73ter te worden geschreven : "... les mots "d'un ou de plusieurs contribuables" sont remplacés par les mots

.../...

"d'une ou de plusieurs personnes redevables de la taxe ...".

Artikel 87.

In paragraaf 2, eerste lid, b, van de Franse tekst van het ontworpen artikel 77 zou het juister zijn te schrijven "... d'une invalidité permanente procédant directement des membres inférieurs et atteignant un taux de 50 p.c. au moins".

Artikel 91.

Het zou meer in de rede liggen om, in paragraaf 1, eerste lid, van het ontworpen artikel 91, de volgorde van 2° en 3° om te keren.

Artikel 92.

Omwille van een eenvormige terminologie zou het verkieslijk zijn in het ontworpen artikel 93bis, tweede lid, te schrijven "De ambtenaren van de Administratie van de B.T.W., Registratie en Domeinen".

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 93terdecies (artikel 94 van het ontwerp).

Het zou beter zijn het ontworpen artikel 93bis, tweede lid, aldus te stellen :

"De ambtenaren van de Administratie van de B.T.W., Registratie en Domeinen, oefenen hun ambt uit wanneer zij aan andere bestuursdiensten van de Staat, aan de besturen van de Gemeenschappen en de Gewesten, aan de parketten en de griffies van de hoven, van de rechtbanken en van alle gerechten, en aan de openbare lichamen of instellingen, onverminderd de door de Europese Gemeenschappen in dezen uitgevaardigde regeling, inlichtingen verstrekken. De inlichtingen worden aan de bovengenoemde diensten verstrekt voor zover zij nodig zijn om de uitvoering van hun wettelijke of bestuursrechtelijke taken te verzekeren".

Artikel 95.

Het ontworpen artikel 93quaterdecies, § 1, eerste en tweede lid, zou aldus geredigeerd moeten worden :

"De bestuursdiensten van de Staat, met inbegrip van de parketten en de griffies der hoven en rechtbanken, de besturen van de Gemeenschappen en de Gewesten, de provincies, de agglomeraties en de gemeenten, alsook de openbare lichamen en instellingen zijn, wanneer ze daartoe aangezocht worden door een ambtenaar van één der rijksbesturen belast met de aanslag in of de invordering van de belastingen, gehouden om hem alle in hun bezit zijnde inlichtingen te verstrekken, hem ter plaatse van alle in hun bezit zijnde akten, stukken, registers en willekeurig welke bescheiden

inzage te verlenen en hem alle inlichtingen te laten inwinnen, respectievelijk afschriften of uittreksels te laten maken welke die ambtenaar met het oog op de aanslag in of de heffing van de door de Staat geheven belastingen nodig acht.

Met het oog op de toepassing van dit Wetboek dient onder openbare lichamen te worden verstaan, ... (voorts zoals in het ontwerp, met dien verstande echter dat aan het slot behoort te worden geschreven "op voordracht of met goedkeuring van deze of gene").

SLOTOPMERKING.

De Nederlandse tekst van sommige bepalingen is voor verbetering vatbaar. Bij wijze van voorbeeld zijn in het advies een aantal tekstvoorstellen gedaan.

BIJLAGE I.

Concordantietabel

aangaande de bepalingen van de E.E.G.-richtlijnen en die van het ontwerp.

Artikelen van de 6e richtlijn van 17 mei 1977 (77/388/EEG).	Artikelen van de richtlijn van 16 december 1991 (91/680/EEG).	Artikelen van het wetsontwerp (Artikelen van het Wetboek).	Koninklijke besluiten.
	1, 1)	1, §§ 2 tot 5	
	1, 2)	3 23 25	
	1, 3)		K.B. nr. 7 art. 5, § 3
	1, 4)	15 (15, § 2, 3°)	
	1, 5)	15 (15, § 3)	
	1, 6)	24	
	1, 7)	35 (34, § 1)	
	1, 8)	35 (34, § 2)	
	1, 9)	45 (40, § 1, 2°, b))	
	1, 10), eerste lid	35 (34, § 4)	
	1, 10), tweede lid	29 (27)	
	1, 11 -b)	geen wijziging vanwege genoegzame aanpassing overige teksten 23 en 45 (40, § 1)	
	-c)	vergissing in richtlijn zal verdwijnen	
	-d)	45 (40, § 1, 1°, b))	

.../...

-e) 45 (40, § 1, 2°, a))

Artikelen van de 6e richtlijn van 17 mei 1977 (77/388/EEG).	Artikelen van de richtlijn van 16 december 1991 (91/680/EEG).	Artikelen van het wetsontwerp (Artikelen van het Wetboek).	Koninklijke besluiten.
	-f)	niet weergegeven in de wet	
	-g)	(48 (42, § 3)	
	1, 13)	42 (39, § 1, 1° en 2°)	
	1, 14)	42 (39, § 1, 3°)	
	1, 15)	48 (42, § 3, 4°bis)	
	1, 16)	48 (42, § 3)	
	1, 17)	48 (42, § 3, 8°)	
	1, 18)	42 (39, § 2, 2°) 45 (40, § 2, 2°) 47 (41, § 1, 1° tot 6°)	
	1, 19)	47 (41, § 2, eerste lid)	
	1, 20)	45 (40, § 1, 1°, c), § 2, 1° en 2°, § 3)	
	1, 22)		
	28bis, 1	4 (3bis) 26 (25ter)	
	2	9 (8bis, § 2)	
	3	26 (25bis en 25quinquies, § 4) 88 (77bis)	
	4	9 (8bis, § 1) 51 (45, § 1bis)	
	5	14 (12bis)	
	6	26 (25quater)	

28ter, A	26 (25quinquies, §§ 1 tot 3)

Artikelen van de 6e richtlijn van 17 mei 1977 (77/388/EEG).	Artikelen van de richtlijn van 16 december 1991 (91/680/EEG).	Artikelen van het wetsontwerp (Artikelen van het Wetboek).	Koninklijke besluiten.
	B	15 (15, §§ 4, 5 en 6)	
	C, 1	1 (1, § 6, 1° tot 3°)	
	2	21 (21, § 3, 3°bis)	
	D	21 (21, § 3, 4°bis)	
	E, 1	21 (21, § 3, 3°ter)	
	2	21 (21, § 3, 4°ter)	
	3	21 (21, § 3, 8°)	
	28quater, A	45 (40, § 1, 1°, a)) 48 (42) 50 (44, § 2, 1°ter en 13°)	
	B	45 (40, § 1, 1°, b))	
	C	46 (40bis)	
	D	45 (40, § 1, 1°, d))	
	E	42 (39, § 2, 1°)	
	28quinquies, 1, 2 en 3	26 (25sexies en 25septies)	
	4	17 (17, § 2)	
	28sexies, 1	28 (26bis) 34 (33bis)	

.../...

2 en 3 40 (38bis)

Artikelen van de 6e richtlijn van 17 mei 1977 (77/388/EEG).	Artikelen van de richtlijn van 16 december 1991 (91/680/EEG).	Artikelen van het wetsontwerp (Artikelen van het Wetboek).	Koninklijke besluiten.
	28septies,	51 (45, §§ 1 tot 3)	K.B. nr. 3
	28octies,		
	1	55 (51) 69 (55) 56 (51bis)	K.B. nr. 7
	2	57 (52)	
	28nonies,		
	1, a)	58 (53, 1°)	
	b)	59 (53bis, §§ 1 en 2)	
	c) tot e)	54 (50) 61 (53quater)	
	2, a)	67 (54)	
	b)	68 (54bis)	
	3, a) tot c)	58 (53, 2°) 65 (53octies, § 1) 67 (54)	K.B. nr. 1
	4, a) tot c)	58 (53, 3°) 60 (53ter, 1°)	K.B. nr. 1
	5	58 (53, 4°) 60 (53ter, 2°)	
	6, a)	62 (53quinquies)	
	b)	63 (53sexies, § 1)	
	d)	63 (53sexies, § 2)	
	e)	64 (53septies) 66 (53 nonies)	

7	59 (53bis, 3)	K.B. nr. 31
	69 (55, § 2)	K.B. nr. 1
	58 (53)	
	60 (53ter)	
9	58 (53)	

Artikelen van de 6e richtlijn van 17 mei 1977 (77/388/EEG).	Artikelen van de richtlijn van 16 december 1991 (91/680/EEG).	Artikelen van het wetsontwerp (Artikelen van het Wetboek).	Koninklijke besluiten.
	10	54 (50, § 1, tweede lid) 60 (53ter)	
	11	66 (53nonies)	
	28decies,	70 (56, § 2, derde lid)	
	28undecies,		
	1	71 (57, § 1, in fine)	K.B. nr. 22
	2	71 (57, §§ 2 tot 5)	
	3	71 (57, §§ 6 tot 8)	
	28duodecies,		
	1	44 (39ter, § 1)	
	2	44 (39ter, §§ 2 en 3)	
	3	51 (45, § 1, 2°) 86 (76, § 2)	
	28terdecies	96	
	1, 23), 2	1 (1, § 6, 4°)	
	1, 24)		
	2		K.B. nr. 7
2, § 1,		2 (2, eerste lid)	
2, § 2		3	
4, §§ 1 en 2		5 (4, § 1)	
4, § 3, a)		8	
4, § 4, tweede lid		5 (4, § 2)	

4, § 5		7 (6)	
5, § 1		11 (10, § 1)	
Artikelen van de 6e richtlijn van 17 mei 1977 (77/388/EEG).	Artikelen van de richtlijn van 16 december 1991 (91/680/EEG).	Artikelen van het wetsontwerp (Artikelen van het Wetboek).	Koninklijke besluiten.
5, §§ 1, 2 en 3, b)		10 (9)	
5, § 4, a)		11 (10, § 2, 1°)	
5, § 5, a)		11 (10, § 2, 2°)	
5, § 6		13 (12, § 1, 1° en 2°, en § 2)	
5, § 7, a)		13 (12, § 1, 3°)	
5, § 7, b)		13 (12, § 1, 4°)	
5, § 7, c)		13 (12, § 1, 5°)	
5, § 8		12 (11)	
6, § 1		18 (18, §§ 1 en 2)	
6, § 2, a)		19 (19, § 1)	
6, § 2, b)		19 (19, § 2, 2°)	
6, § 3		19 (19, § 2, 1°, en § 3)	
6, § 4			
6, § 5		18 (18, § 3)	
8, § 1, a)		15 (15, § 2, 1° en 2°)	
8, § 1, b)		15 (15, § 2, eerste lid)	
9, § 1		21 (21, § 2)	
9, § 2, a)		21 (21, § 3, 1°)	
9, § 2, b)		21 (21, § 3, 3°)	

9, § 2, c)			21 (21, § 3, 2° en 4°)	
9, § 2, e)			21 (21, § 3, 7°)	
9, § 3			21 (21, §§ 3, 6°, en 4)	
10, §§ 1 en 2			16	
Artikelen van de 6e richtlijn van 17 mei 1977 (77/388/EEG).	Artikelen van de richtlijn van 16 december 1991 (91/680/EEG).		Artikelen van het wetsontwerp (Artikelen van het Wetboek).	Koninklijke besluiten.
			17, §§ 1 en 3 22	
11, A, 1, a)			27 (26, eerste lid)	
11, A, 1, b)			33 (33, 1°)	
11, A, 1, c)			33 (33, 2°)	
11, A, 1, d)			33 (33, 3°)	
11, A, 2			27 (26, tweede en derde lid)	
11, A, 3			30 (28)	
11, B, 4			35 (34, § 3)	
12, § 1, a)			39 (38, § 1)	
12, § 1, b)			39 (38, § 2)	
12, § 2			39 (38, § 3)	
13, A, 1, b)			50 (44, § 2, 1°)	
13, A, 1, i)			50 (44, § 2, 4°)	
13, A, 1, n)			50 (44, § 2, 7°)	
13, B, a)			50 (44, § 3, 4°)	
13, B, b) 13, C, a)			50 (44, § 3, 2°)	
13, B, c)			50 (44, § 3, 13°)	
13, B, d)			50 (44, § 3, 5° tot 11°)	

13, B, e)	50 (44, § 3, 12°)
13, B, f)	50 (44, § 3, 13°)
13, B, g) en h)	50 (44, § 3, 1°)
13, C, a)	50 (44, § 3, 2°, c))
12, C, b)	50 (44, § 3, 8°)
24	70 (56)

BIJLAGE II.

Concordantietabel.

aangaande de bepalingen van het wetsontwerp en die van de E.E.G.-richtlijnen.

Artikelen van het wetsontwerp (Artikelen van het Wetboek).	Artikelen van de 6e richtlijn van 17 mei 1977 (77/388/EEG).	Artikelen van de richtlijn van 16 december 1991 (91/680/EEG).
		1, 1
1 (1, §§ 2 tot 5		28ter, C, 1
§ 6, 1° tot 3°		1, 23, 2
§ 6, 4°)		
2 (2, eerste lid)	2, § 1	
3	2, § 2	1, 2
4 (3bis)		1, 22, 28bis, 1
5 (4, § 1	4, §§ 1 en 2	
4, § 2)	4, § 4, tweede lid	
7 (6)	4, § 5	
8 (8, §§ 1 tot 3)	4, § 3, a	
9 (8bis, § 1		1, 22, 28bis, 4
8bis, § 2)		1, 22, 28bis, 2
10 (a)	5, §§ 1, 2, 3, b	
11 (10, § 1	5, § 1	
§ 2, 1°	5, § 4, a)	
§ 2, 2°)	5, § 5, a)	
12 (11)	5, § 8	

.../...

13 (12, § 1, 1° en 2°		5, § 6
	3°	5, § 7, a
	4°	5, § 7, b
	5°	5, § 7, c
§ 2)		5, § 6
14 (12bis)		1, 22, 28bis, 5

Artikelen van het wetsontwerp (Artikelen van het Wetboek).	Artikelen van de 6e richtlijn van 17 mei 1977 (77/388/EEG).	Artikelen van de richtlijn van 16 december 1991 (91/680/EEG).
15 (15, § 2, eerste lid	8, § 1, b	
tweede lid, 1°, 2°	8, § 1, a,	1, 4
tweede lid, 3°		1, 5
§ 3		1, 22, 28ter, B
§§ 4 tot 6)		
16	10, §§ 1 en 2	
17 (17, §§ 1 en 3	10, §§ 1 en 2	
§ 2)		1, 22, 28quinquies, 4
18 (18, §§ 1 en 2	6, § 1	
3)	6, § 5	
19 (19, § 1	6, § 2, a	
§ 2, 1°	6, § 3	
2°	6, § 2, b	
§ 3)	6, § 3	
20	6, § 4	
21 (21, § 2	9, § 1	
§ 3, 1°	9, § 2, a	
2°	9, § 2, c	
3°	9, § 2, b	
3°bis		1, 22, 28ter, C, 2
3°ter		1, 22, 28ter, E, 1
4°	9, § 2, C	
4°bis		1, 22, 28ter, D
4°ter		28ter, E, 2

.../...

	6°	9, § 3
	7°	9, § 2, e
	8°	28ter, E, 3
Artikelen van het wetsontwerp (Artikelen van het Wetboek).	Artikelen van de 6e richtlijn van 17 mei 1977 (77/388/EEG).	Artikelen van de richtlijn van 16 december 1991 (91/680/EEG).
§ 4)	9, § 3	
22	10, §§ 1 en 2	
23		1, 2
24		1, 6
25		1, 2
26 (25bis		1, 22, 28bis, 3
25ter		28bis, 1
25quater		28bis, 6
25quinquies, §§ 1 tot 3		28ter, A
§ 4		28bis, 3
25sexies		28quinquies, 1
25septies		28quinquies, 1, 2 en 3
27 (26, eerste lid	11, A, 1, a	
tweede en derde lid)	11, A, 2	
28 (26bis)		28sexies, 1
29 (27)		1, 10, tweede lid
30 (28)	11, A, 3	
31 (30)		
32 (92)		
33 (33, 1°	11, A, 1, b	
2°	11, A, 1, c	
3°)	11, A, 1, d	

34 (33bis)		1, 22, 28sexies, 1
35 (34, § 1		1, 7
§ 2		1, 8
§ 3	11, B, 4	
§ 4)		1, 10, eerste lid
36, 37, 38	-	-
Artikelen van het wetsontwerp (Artikelen van het Wetboek).	Artikelen van de 6e richtlijn van 17 mei 1977 (77/388/EEG).	Artikelen van de richtlijn van 16 december 1991 (91/680/EEG).
39 (38, § 1	12, § 1, a	
§ 2	12, § 1, b	
§ 3)	12, § 2	
40 (38bis)		1, 22, 28sexies, 2 en 3
41	-	-
42 (39, § 1, 1°		1, 13
3°		1, 14
§ 2, 1°		1, 22, 28quater, E
2°)		1, 18
43 (39bis)		1, 22, 28quater, A
44 (39ter, § 1		28duodecies, 1
§ 2)		, 2
45 (40, § 1, 1°, a		28quater, B, a
b		, B, b
		1, 11, d
c		1, 20
d		1, 22, 28quater, D
2°, a	14, 1, e	
b		1, a

3°	16, § 1	
§§ 2 en 3		1, 20
2, 2°)		1, 18
46 (40bis)		1, 22, 28quater, B, c
47, (41, § 1, 1° tot 6°		1, 18
7°		1, 22, 28quater, C
§ 2)		1, 19
48 (42, §§ 1 en 2		1, 22, 28quater, B, a

Artikelen van het wetsontwerp (Artikelen van het Wetboek).	Artikelen van de 6e richtlijn van 17 mei 1977 (77/388/EEG).	Artikelen van de richtlijn van 16 december 1991 (91/680/EEG).
§ 3, 1° tot 4°		1, 11, g
5° tot 7°		1, 16
4°bis		1, 15
8°		1, 17
§ 4)		1, 22, 28quater, B, a
49 (43) opgeheven		
§ 1	-	-
50 (44, § 2, 1°	13, A, 1, b	
1°ter 2° en 3°	-	28quater, B, A
4°	13, A, 1, i	-
5°, 6°	-	-
7°	13, A, 1, n	-
8° tot 12°	-	-
13°	13, B, c	28quater, B, a

§ 3, 1°		13, B, g en h
2°		13, B, b 12, C, a
3°		
4°		13, B, a
5°	tot	13, B, d
11°		
8°		13, C, b
12°		13, B, e
13°)		13, B, f
51 (45, §§ 1, 2, 3		28septies
§ 1, 2°		28duodecies, 3
§ 1bis)		28bis, 4
54 (50,		28nonies, 1 c tot e

Artikelen van het wetsontwerp (Artikelen van het Wetboek).	Artikelen van de 6e richtlijn van 17 mei 1977 (77/388/EEG).	Artikelen van de richtlijn van 16 december 1991 (91/680/EEG).
50, tweede lid)		28nonies, 10
55 (51)		28octies, 1
56 (51bis)		28octies, 1
57 (52)		28octies, 2
58 (53, eerste lid		28nonies, 9
1°		, 1, a
2°		, 3, a
3°		, 4, a
4°)		, 5
59 (53bis, §§ 1 en 2		28nonies, 1, b)
§ 3)		, 7
60 (53ter		, 10

.../...

	1°	, 4, a,
	2°)	, 5
61 (53quater)		, 1, e
62 (53quinquies)		, 6, a
63 (53sexies, § 1		, 6, b
§ 2)		, 6, d
64 (53septies)		, 6, e
65 (53octies, § 1)		, 3, a tot c
66 (53nonies)		, 6, e
67 (54)		, 11 , 2, a , 3, a tot c
68 (54bis)		, 2, b
69 (55,	28octies, 1	
§ 2)	28nonies, 7	

.../...

Artikelen van het wetsontwerp (Artikelen van het Wetboek).	Artikelen van de 6e richtlijn van 17 mei 1977 (77/388/EEG).	Artikelen van de richtlijn van 16 december 1991 (91/680/EEG).
70 (56, , § 2, derde lid)	24	28decies
71 (57, § 1 §§ 2 tot 5 §§ 6 tot 8)		28undecies, 1 , 2 , 3
72 (58, § 1)		28bis, 1, a
73	-	-
74	-	-
75	-	-
76	-	-
77	-	-
78	-	-
79	-	-
80	-	-
81	-	-
82	-	1, 2°
83	-	-
84	-	-
85	-	-
86 (76, § 2)		1, 22, 28duodecies, 3
87	-	-
88 (77bis)	-	, 28bis, 3
89	-	-
90	-	-
91	-	-

92	-	-
93	-	-
94	-	-
Artikelen van het wetsontwerp (Artikelen van het Wetboek).	Artikelen van de 6e richtlijn van 17 mei 1977 (77/388/EEG).	Artikelen van de richtlijn van 16 december 1991 (91/680/EEG).
95	-	-
96	-	28terdecies

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

J.-C. GEUS, conseillers d'Etat,
J. MESSINNE, staatsraden,

F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. J. JAUMOTTE, référendaire adjoint.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. J. JAUMOTTE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.